



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 25/03/2020

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à**

Madame la Préfète d'Eure-et-Loir

**avec présentation au au Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et
technologiques**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'ENREGISTREMENT
D'UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES

RECYCLEO

N°ICPE 13975

COMMUNE D'EOLE-EN-BEAUCE



Conformément à l'article R.512-46-16, Madame la Préfète d'Eure-et-Loir a transmis par bordereau du 26/02/2020 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 20/05/2019 par la société RECYCLEO à Eole-en-Beauce, complétée le 6/11/2019, ayant pour l'objet la création d'une installation de stockage de déchets inertes.

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Le demandeur

Raison sociale : RECYCLEO
Siège social : 12 rue Notre-Dame des Victoires 75002 Paris
Adresse du site : RD12 Lieu-dit « La Marnière » 28150 Eole-en-Beauce

2. OBJET DE LA DEMANDE

2.1 Le projet

Le projet consiste en la création d'une nouvelle installation de stockage de déchets inertes couvrant une surface de 33,7 ha et d'une capacité de 1 600 000 m³, pour une durée d'exploitation de 8 ans. L'installation projetée se situe sur une ancienne exploitation de carrière qui n'avait pas fait l'objet d'un remblaiement jusqu'à la cote du terrain naturel. A l'issue de l'exploitation, le site retrouvera sa vocation agricole.

2.2 Le site d'implantation

L'installation est située à Villeau, commune déléguée de la commune nouvelle d'Eole-en-Beauce, sur les lieu-dits et parcelles suivants :

Lieu-dit	Parcelle	Surface concernée (ha)
La Marnière	ZB 15pp	2,73
	ZB 17pp	0,52
	ZB 33	2,8425
	ZB 35	1,6194
	ZB 37	0,3909
	ZB 39	1,6653
	ZB 46pp	3,102
	ZB 49pp	2,67
	ZB 52	2,3174
L'Orme	ZB 41	0,0952
	ZB 50	6,4564
	ZB 53	7,9259
La Pierre au Gré	ZB 12pp	0,71
Vignes des Champs	ZC 50pp	0,095
	ZC 53pp	0,23
Chemin rural n°2 de Rouvray-Saint-Florentin à Tilleau pour partie		0,23

L'installation est traversée par un oléoduc et une canalisation de gaz.

2.3 Usage futur proposé

Les parcelles concernées par l'installation sont actuellement utilisées pour des activités agricoles. L'usage futur proposé après remise en état est agricole.

3. INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités relevant de ce régime sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
Installations projetées	2760	3	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 – Installation de stockage de déchets inertes	Installation de stockage de déchets inertes	-	-	-	33,7	ha

4. CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

- Eole-en-Beauce
- Les Villages Vovéens

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Le conseil municipal d'Eole-en-Beauce a donné un avis favorable.

Le conseil municipal des Villages Vovéens n'a pas fait connaître son avis dans le délai imparti, fixé au 3 mars 2020 conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

5. OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 20/01/2020 au 17/02/2020 (<http://www.eure-et-loir.gouv.fr/Politiques-publiques/Enquetes-Publiques-et-consultation-du-public/Consultation-du-public/en-cours/Societe-RECYCLEO-a-Villeau>).

Les avis au public par voie de presse ont été publiés le 27/12/2019 dans l'Echo Républicain et Horizons.

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

6. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

6.1 Justification de l'absence de basculement

Au regard des dispositions des articles R. 512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la société RECYCLEO est cohérent avec l'importance de l'installation projetée, avec la sensibilité de l'environnement du projet, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement (l'installation se situe sur une ancienne installation de carrière qui n'avait pas fait l'objet d'un remblaiement jusqu'à la cote du terrain naturel, et qui fait actuellement l'objet d'une exploitation agricole. Le site ne fait pas partie d'une zone naturelle protégée).

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société RECYCLEO ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2 Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.3 Examen de la conformité du projet

L'exploitant a justifié que son projet respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

6.4 Compatibilité avec l'affectation des sols

Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables au tiers.

6.5 Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants : Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Centre-Val de Loire.

L'exploitant a justifié la conformité à ce plan par l'admission de déchets inertes non valorisables.

6.6 Analyse des avis et observations émises lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable.

6.7 Aménagement sollicité par l'exploitant

L'exploitant sollicite l'aménagement des prescriptions relatives aux conditions d'admission des déchets.

L'article 15 de de l'arrêté de prescription générale du 12 décembre 2014 précise que « les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes. Sur la base d'une étude environnementale d'acceptabilité par le milieu, les déchets non dangereux qui n'entrent pas dans les catégories prédéfinies de déchets inertes (annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014), peuvent être admis sous réserve d'un test de lixiviation avec respect de valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014 dans la limite d'un facteur 3 (d'un facteur 2 pour le COT, et hors COT sur éluat). Cette adaptation des valeurs limites est rendue possible au regard des dispositions de l'article 6 de l'arrêté précité

La société RECYCLEO sollicite la possibilité d'admettre dans son installation des déchets non dangereux, dont des tests de lixiviation ont montré des dépassements des valeurs limites augmentées d'un facteur 3, pour les paramètres listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. À l'appui de sa demande de hausse des valeurs limites à respecter pour l'admission des déchets, le pétitionnaire fournit une étude hydrogéologique réalisée par le bureau d'étude Etudes-Recherches-Matériaux (ERM).

Ces aménagements ne justifient pas au regard des articles L 512-7-2 le basculement en procédure d'autorisation

6.8 Propositions de prescriptions complémentaires de l'Inspection des installations classées

L'étude hydrogéologique fournie par l'exploitant à l'appui de sa demande, qui utilise l'outil HYDROTEX, démontre l'absence d'impact sur la qualité de l'eau souterraine (nappe des calcaires de Beauce) au niveau du captage AEP le plus proche situé en aval hydraulique du projet (captage AEP Tilleau de la commune de Villeau situé à 1,7 km en aval hydraulique).

Les hypothèses d'entrée de cette étude considèrent un déchet théorique dont les paramètres analysés lors de tests de lixiviation atteindraient des valeurs égales aux valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014 dans la limite d'un facteur 3 (d'un facteur 2 pour le COT).

Considérant la nécessité d'assurer la protection de la santé, de l'agriculture et de l'environnement, en particulier le respect de la qualité de l'eau potable, l'inspection des installations classées propose d'assortir l'aménagement des prescriptions générales des prescriptions suivantes :

- réalisation de contrôles aléatoires sur la qualité des matériaux ayant fait l'objet d'une déclaration préalable conforme dans le but de vérifier la véracité des résultats d'analyses menées en amont, afin d'intervenir rapidement en cas d'analyses contradictoires (refus des matériaux, réévaluation des chantiers).
- surveillance de la qualité des eaux souterraines.

7. CONCLUSION

La société RECYCLEO a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune d'Eole-en-Beauce.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/12/2014.

La modification des prescriptions générales telle que décrite ci-dessus nécessite préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'Inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint à l'avis des membres du CODERST. Considérant la date de réception du dossier complet et régulier, et conformément à ce même article, la signature de l'arrêté devra intervenir avant le 04/06/2020.